

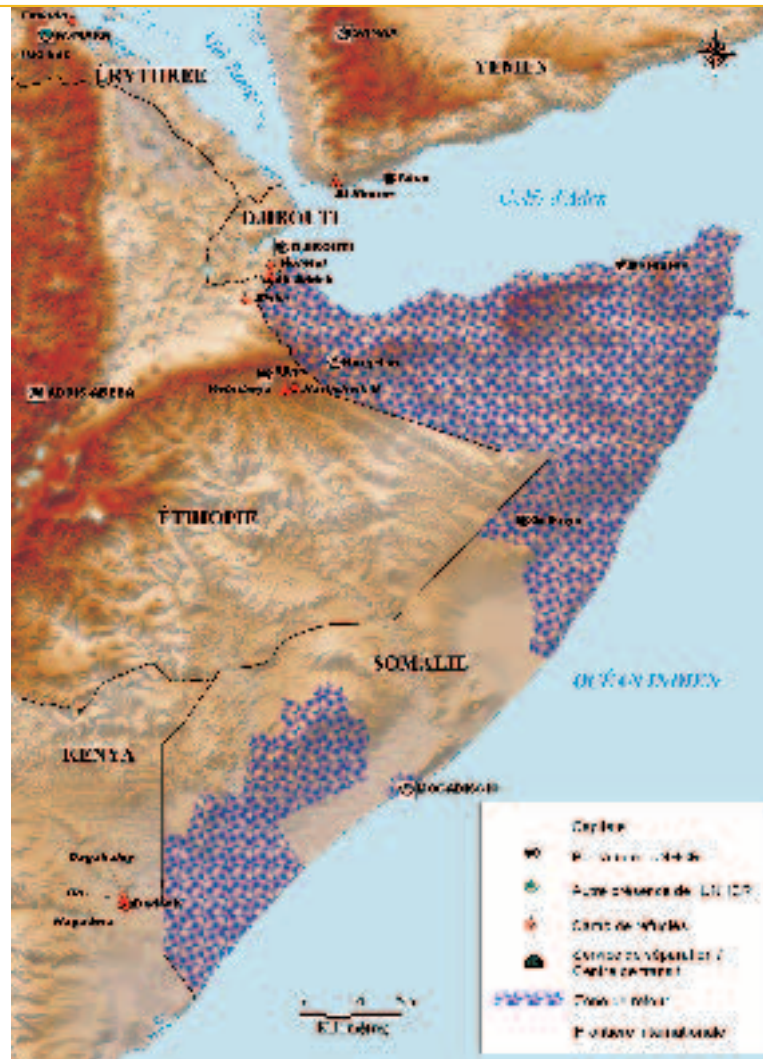
# Somalie

## Objectifs principaux

Promouvoir le rapatriement librement consenti des réfugiés somaliens au nord de la Somalie et aider à leur réintégration; faciliter le rapatriement librement consenti des individus souhaitant regagner le sud de la Somalie; offrir une protection internationale et une assistance vitale aux réfugiés et demandeurs d'asile urbains, dans les zones qui sont accessibles, tout en recherchant des solutions durables à leur sort.

## Impact

- Au cours de la période sous rapport, quelque 32 020 Somaliens sont rentrés, ce qui porte le nombre de rapatriés depuis 1991 à plus de 456 000. Ce nombre tient compte de 2 095 Somaliens rapatriés de Djibouti à l'issue d'années de négociations.
- 105 projets de réintégration – 91 au « Somaliland », neuf au « Puntland » et cinq à Mogadiscio – ont été menés à terme, ce qui a permis d'améliorer les structures hydriques, médicales et éducatives mises à la disposition des rapatriés et des communautés d'accueil.
- En coordination avec les autorités, l'UNHCR a fermé cinq des huit camps réservés aux réfugiés somaliens en Éthiopie à la fin de l'année 2002.
- Opérant à partir de zones sûres et accessibles, l'UNHCR a organisé la réinstallation et le rapatriement librement consenti: 88 personnes ont été réinstallées dans divers pays; 149 personnes ont regagné l'Éthiopie de leur plein gré, tandis que 45 autres réfugiés rentraient à Zanzibar (République-Unie de Tanzanie).
- Renforçant encore son partenariat avec le PNUD et d'autres institutions des Nations Unies, l'UNHCR a participé à l'élaboration de plans de développement communs destinés aux zones touchées par la présence de PDI et de rapatriés, qui serviront de points de départ aux activités des ONG et des Nations Unies.
- 93 000 enfants supplémentaires ont été scolarisés grâce à la construction et à la réhabilitation de 40 écoles. Plus de 300 instituteurs ont été formés; 235 jeunes rapatriés ont reçu une formation professionnelle (destinée à les aider à résister à la tentation de s'enrôler dans des milices armées).
- 82 000 bénéficiaires (rapatriés et communautés les accueillant) ont pu se procurer plus aisément de



l'eau potable; 100 000 personnes ont eu accès à des services de médecine maternelle et pédiatrique.

## Environnement opérationnel

### Contexte

En raison de la conjonction d'un certain nombre de facteurs, l'environnement dans lequel opéraient les agences des Nations Unies, humanitaires ou de maintien de la paix, est demeuré pénible, voire dangereux dans certaines zones. Au nombre de ces facteurs, citons l'absence de gouvernement central, l'inexistence de l'assistance bilatérale, la fragilité du processus de paix, l'insécurité persistante, les interdictions frappant les exportations de bétail à destination des États du Golfe et la fermeture du seul établissement bancaire assurant des services, pourtant indispensables, de réception des

virements en provenance de l'étranger. La situation est néanmoins demeurée stable au « Somaliland » (nord-ouest de la Somalie), où des élections libres et démocratiques se sont déroulées à la fin de l'année 2002. Mohammed Egal, vétéran de la politique et président du « Somaliland » est mort au cours de l'année; le vice-président a alors accédé au pouvoir, conformément à la constitution et la crédibilité du processus politique a été renforcée par cette passation de pouvoirs dans les règles. L'insécurité continuait de sévir dans les régions centrales et méridionales, en dépit des espoirs suscités par le processus de paix qui a été amorcé au Kenya en octobre 2002 (sous l'égide de l'IGAD, l'Autorité intergouvernementale pour le développement) et qui a abouti à une déclaration où les antagonistes s'engageaient à un cessez-le-feu.

Au « Puntland », les conflits politiques ont parfois entraîné des combats sporadiques qui ont interrompu le travail des organisations d'aide. La situation s'est améliorée à la fin de l'année 2002, lorsque les Nations Unies ont conclu avec les autorités du « Puntland » un mémorandum de coopération, destiné à faciliter l'intervention des organisations internationales, dans le respect des principes humanitaires et des procédures opérationnelles. L'impression très négative que la Somalie avait produit sur la communauté internationale, en freinant l'octroi de l'assistance humanitaire, était également une source de difficultés. En dépit de tous ces obstacles, l'UNHCR a poursuivi ses activités de rapatriement, d'intégration sur place, de réinstallation et de protection juridique. Les autorités, qui s'étaient engagées à accueillir leur peuple, conservaient leur détermination mais s'inquiétaient de la modestie de l'assistance à la réintégration. Le partage de ressources trop maigres entre les rapatriés et les communautés qui les

accueillent et les tensions en résultant risqueraient en effet de compromettre une grande partie des progrès accomplis en direction de la paix.

## Contraintes

La situation qui régnait au sud de la Somalie interdisait tout rapatriement massif et limitait considérablement la présence du personnel des Nations Unies. Au « Puntland », les opérations ont été retardées par des désaccords politiques et des combats sporadiques. À la fin de l'année 2002, la région s'est stabilisée mais en raison du manque de fonds, l'UNHCR n'a pu tirer parti de cette évolution positive. Les informations glanées lors des activités de suivi des rapatriés indiquaient que la situation des femmes et des enfants en Somalie était toujours très alarmante. Seul un enfant sur six était scolarisé (et les fillettes ne représentaient qu'un tiers des enfants scolarisés). Le taux de mortalité liée à la maternité était de 1 600 décès pour 100 000 naissances (à titre de comparaison, ce taux est d'environ 50 pour 100 000 en Fédération de Russie et de 10 pour 100 000, approximativement, au Danemark). Les mutilations génitales étaient pratiquées sur 98 pour cent des femmes. L'UNHCR et les autres organisations humanitaires faisaient donc face à de redoutables défis.

## Financement

Comme au cours des années précédentes, le programme en Somalie a pâti de l'insuffisance des financements et du décaissement irrégulier des fonds reçus. Les activités de projet ont été intégralement financées, certes, mais la dernière « tranche » du financement n'a été reçue qu'au mois de décembre. Ce retard a contrecarré à la planification régulière des activités et à leur exécution

### Personnes relevant de la compétence de l'UNHCR

Principale origine / Type de population	Total dans le pays	Nb pers. assistées par l'UNHCR	% femmes	% < 18 ans
Rapatriés (depuis l'Éthiopie)	29 600	29 600	50	-
Rapatriés (depuis Djibouti)	2 100	2 100	-	-
Demandeurs d'asile	200	-	29	-

### Revenus et dépenses (dollars E.-U.) Budget-programme annuel et Fonds fiduciaires

Budget révisé	Revenu issu des contributions <sup>1</sup>	Autres fonds disponibles <sup>2</sup>	Total fonds disponibles	Total des dépenses
7 484 799	3 220 365	4 033 491	7 253 856	7 253 856

<sup>1</sup> Inclut le revenu issu des contributions affectées au niveau du pays.

<sup>2</sup> Inclut les prélèvements de l'UNHCR sur les contributions non affectées ou faiblement affectées, le solde initial et les ajustements.  
Les chiffres ci-dessus ne tiennent pas compte des dépenses au Siège.

en temps voulu. Le manque de fonds a empêché la mise en œuvre de projets destinés à favoriser la réinsertion dans certaines régions sous-développées. Les problèmes de financement, toujours, ont été à l'origine de graves retards dans l'opération de rapatriement à partir de Djibouti. Plus de 6 000 Somaliens réfugiés au Kenya ont subi une autre année d'exil, l'UNHCR n'ayant pas les moyens de financer leur rapatriement par avion (indispensable) jusqu'au « Somaliland » et au « Puntland ». De même, les importantes réductions opérées dans les budgets administratifs ont eu un effet préjudiciable sur les activités de protection et de suivi, puisque les dépenses supposant le paiement de frais de déplacement étaient limités. En résumé, les réfugiés résidant dans des zones accessibles n'ont pu bénéficier d'une assistance conforme aux normes internationales et aux principes énoncés dans l'Agenda pour la protection.

## Réalisations et impact

### Protection et solutions

Au cours de l'année, l'UNHCR a rapatrié 32 020 réfugiés, principalement en direction du « Somaliland » : 29 631 provenaient de l'Éthiopie, 2 095 de Djibouti, 220 du Kenya, 52 du Yémen et 22 d'autres pays. Compte tenu de ces chiffres, le nombre de rapatriements depuis 1991 s'élève à 456 753.

L'UNHCR a étroitement collaboré avec les délégations d'Éthiopie et de Djibouti, organisant des réunions de coordination, ainsi que des visites de « repérage », durant lesquelles les « anciens » hébergés dans des camps se sont rendus dans les zones de retour au « Somaliland » pour juger de la situation. À l'issue de l'opération de rapatriement, seuls trois camps sont demeurés ouverts en Éthiopie. À la suite des accords conclus par l'UNHCR, les autorités du « Somaliland » et le Gouvernement de Djibouti à la fin de l'année 2001, les modalités pratiques et techniques du rapatriement librement consenti des réfugiés somaliens ont été finalisées. L'UNHCR a également organisé des visites de réconciliation et de rétablissement de la confiance depuis et vers les zones de retour, à l'intention des autorités des pays d'asile. Le rapatriement a été considéré comme la dernière étape d'un processus destiné à mettre fin au long exil des réfugiés somaliens à Djibouti. Une première opération de rapatriement, durant laquelle les réfugiés des camps de Dadaab (Kenya) ont été transportés par avion en Somalie, a été menée en février 2002. Les événements politiques survenus au « Puntland », conjugués à l'insuffisance des ressources de l'UNHCR, ont interdit de procéder à d'autres transports par avion.

Le nombre de rapatriements en provenance du Yémen a été limité par des contraintes de même nature.

En 2002, un nombre non négligeable de rapatriés spontanés en provenance de différents pays ont continué à se diriger vers le « Somaliland » et le « Puntland », mais aussi vers des centres urbains situés au sud de la Somalie, notamment Kismayo. L'on s'attache actuellement à évaluer l'ampleur de ces mouvements de retour et leur effet possible sur les opérations de l'UNHCR.

### Activités et assistance

**Activités génératrices de revenus:** les activités génératrices de revenus menées au « Puntland » et à Mogadiscio comportaient entre autres des formations à la confection, à la boulangerie et à la pêche. Quelque 400 familles rapatriées (soit 3 094 personnes) ont bénéficié directement de ces projets, qui prévoyaient des formations techniques, notamment aux méthodes élémentaires de gestion, et la construction des structures nécessaires à l'exécution des activités. Les projets de microfinancement au bénéfice de 700 femmes chefs de famille se sont poursuivis. L'UNHCR a assisté des coopératives féminines en construisant une petite unité de fabrication de savons à Boroma et en fournissant des outils (manuels) pour l'extraction du sel à Tokoshi.

**Appui opérationnel (aux partenaires):** la capacité opérationnelle des services gouvernementaux, des partenaires d'exécution et des autres ministères compétents a été renforcée, de manière à assurer une gestion et une coordination efficace de l'opération de rapatriement et de réintégration. Le programme a largement tiré parti des compétences techniques de quatre VNU.

**Assainissement:** avec l'appui de l'UNHCR, la communauté rapatriée de la région du bas Shabelle a réuni des équipements et mobilisé de la main-d'œuvre qualifiée afin de construire 150 latrines à fosse dans le Camp II de Qoryoley; l'amélioration des installations sanitaires a entraîné une baisse significative des maladies parasitaires et diarrhéiques dans le camp. La municipalité d'Hargeisa a bénéficié d'une assistance pour transporter les déchets dans un site d'enfouissement sanitaire doté de tranchées plus profondes, l'objectif de l'opération étant de minimiser les risques pour la santé de la population des environs. Par ailleurs, 30 latrines ont été construites dans une nouvelle zone d'installation de rapatriés à Burao.

**Assistance juridique:** un dispositif de suivi systématique des rapatriés, mis en place en 2002, informe en permanence l'UNHCR et les autres organisations des difficultés auxquelles se heurtent les rapatriés. Le

droit des réfugiés et le droit humanitaire ont été promus, l'UNHCR s'efforçant dans le même temps de garantir une protection plus efficace aux demandeurs d'asile et aux réfugiés. Lors de la mise en œuvre des cinq engagements du Haut Commissaire vis-à-vis des femmes réfugiées, les opinions des femmes sur les activités entreprises au titre du programme et de la protection ont bénéficié d'une meilleure écoute. L'accès des femmes à l'eau, à l'éducation et à d'autres services vitaux (les marchés, par exemple) a été amélioré.

**Besoins domestiques:** en raison de la longueur des itinéraires de rapatriement et de la rigueur du climat, les rapatriés qui revenaient de Djibouti et traversaient la région d'Awdal ont reçu des vivres lors de leurs périodes de repos. Les individus vulnérables ont également bénéficié d'une aide, sous forme d'articles domestiques indispensables.

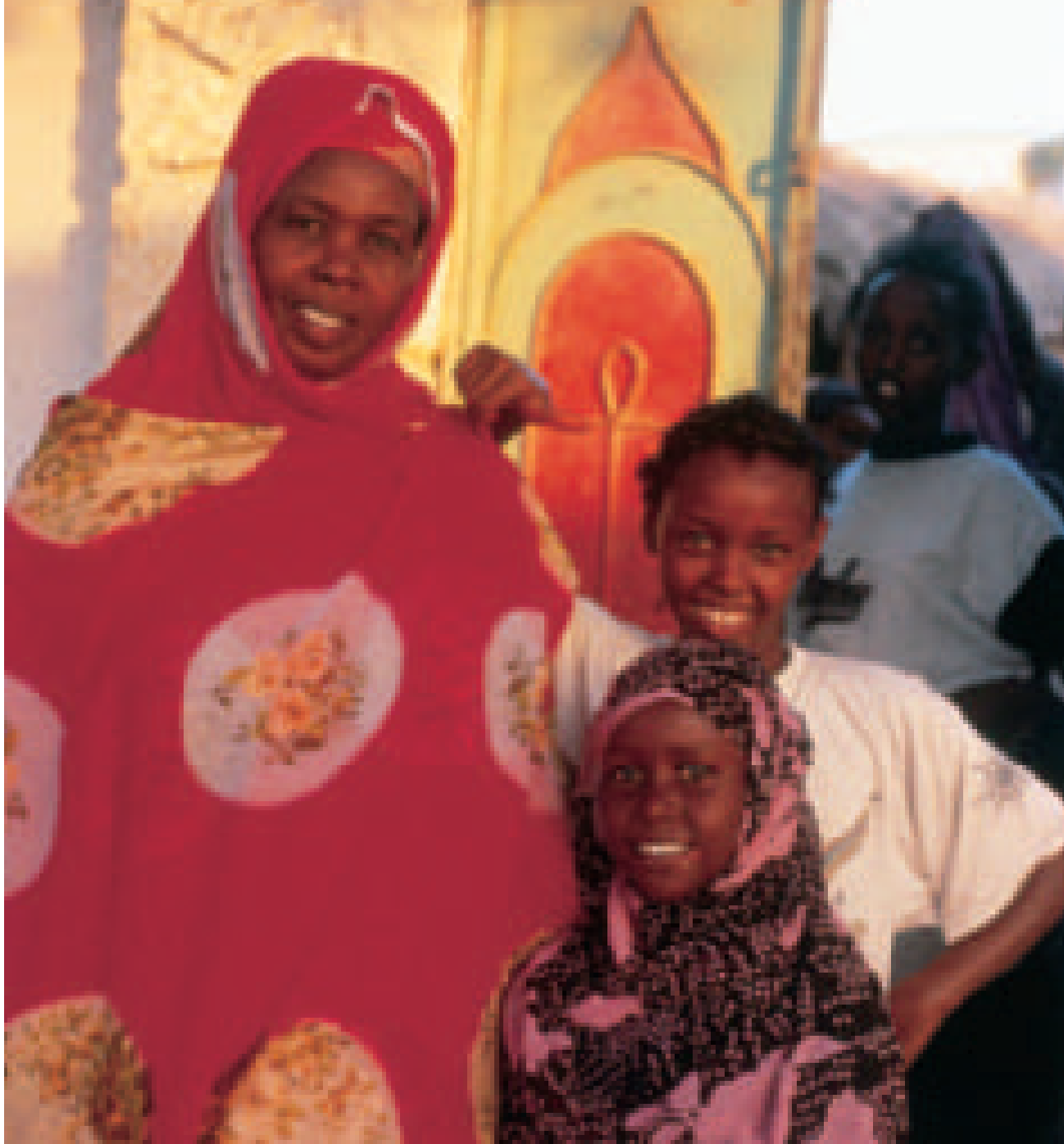
**Bétail:** un programme de repeuplement et de redistribution a été mis en œuvre dans les régions d'Awdal, de Galbeed et de Togdheer, en accord avec le système de redistribution traditionnel. Les femmes et les familles placées sous l'autorité d'une femme se sont vu accorder la priorité car elles jouent traditionnellement un rôle important dans la gestion des affaires familiales. Chaque famille a reçu 15 chèvres/brebis à titre de dotation initiale. Des comités de repeuplement ont été formés dans les villages ciblés, chargés d'intégrer le projet au système de redistribution traditionnel du bétail. Plus de 700 bénéficiaires, issus de différents villages, et des responsables des services vétérinaires de district ont bénéficié de formations portant sur l'entretien des animaux, le régime alimentaire et l'hygiène, la gestion des troupeaux, les techniques de reproduction, la production, la commercialisation, la santé animale et la prévention des maladies. Des cliniques vétérinaires ont été réhabilitées et des médicaments, accompagnés équipements vétérinaires, ont été fournis dans la région d'Awdal. La réhabilitation des halles aux viandes et aux légumes d'Hargeisa, de Zeita et d'Erigavo a entraîné une amélioration des conditions sanitaires et des conditions générales de manipulation et de gestion des vivres sur ces marchés.

**Eau:** les projets entrepris dans ce secteur, ciblés sur les principales régions de retour, ont bénéficié à l'ensemble de la communauté, minimisant les tensions suscitées par la pénurie d'eau. Les efforts de réhabilitation ont été axés sur l'extension et l'amélioration des réseaux de distribution urbains, sur la construction de dispositifs de captage, sur la remise en état des canaux d'irrigation, ainsi que sur la construction et la réfection de barrages et de puits de surface. Quelque 58 sources ou systèmes d'alimentation en eau ont été construits ou réhabilités.

Ces projets ont impliqué plus directement les femmes dans la gestion des sources d'alimentation en eau et des services correspondants et ont amélioré l'hygiène du cadre de vie, ainsi que l'hygiène personnelle. Les femmes étaient en outre représentées dans les comités chargés de l'eau, de l'environnement et de l'assainissement, ainsi que dans les comités de développement des villages. Elles ont joué un rôle clé dans la définition des besoins communautaires et dans la sélection des points d'eau soumis à réhabilitation. La réhabilitation des sources d'alimentation en eau sur le mode « vivres contre travail » a contribué à accroître la sécurité alimentaire dans les zones rurales, surtout lorsqu'elle s'adressait en priorité à des femmes chefs de famille. En ce qui concerne la transition entre les secours et le développement, l'assistance que l'UNHCR a offerte à la Société des eaux d'Hargeisa afin d'accroître la capacité du réseau de distribution des eaux et de répondre ainsi aux besoins des rapatriés constitue un excellent exemple. Un programme de développement à plus long terme, destiné à remplacer la structure existante, est aujourd'hui en cours. Le système d'alimentation en eau du Camp II de Qoryoley (région du bas Shabelle) a été réhabilité, au profit de 1 500 familles; le projet a amélioré la santé publique en mettant à la disposition de la communauté un volume d'eau suffisant et en facilitant les activités agricoles des rapatriés et des réfugiés.

**Éducation:** l'UNHCR a appuyé la construction/réhabilitation de 41 écoles dans les régions d'Awdal, du Galbeed occidental, de Togdheer, de Sool et de Sanaag, notamment en fournissant du mobilier. Au travers de réunions générales, les communautés ont été encouragées à se mobiliser pour appuyer la mise en œuvre des projets et leur pérennisation. Les comités communautaires chargés des affaires scolaires, les conseils de district pour l'enseignement et les associations de parents d'élèves et d'enseignants ont activement participé aux ateliers qui avaient été organisés à leur intention. Le centre de formation technique d'Hargeisa a formé 187 jeunes à la menuiserie, à la maçonnerie, au travail des métaux, à la plomberie, aux installations électriques, à la confection et à la gestion administrative.

La scolarisation des jeunes filles rapatriées/réfugiées a fait l'objet d'une évaluation. Les informations fiables procurées par cette étude ont permis de mettre au point des interventions ciblées, destinées à promouvoir la scolarisation des jeunes réfugiées et à réduire le taux d'abandon. L'évaluation a cerné un certain nombre d'obstacles à la participation pleine et entière des jeunes rapatriées aux activités éducatives non institutionnelles, à savoir: la pauvreté, les mariages précoces et autres pratiques traditionnelles, la traditionnelle division du tra-



Une vie nouvelle commence pour les rapatriés qui ont regagné le « Somaliland ». UNHCR / P. Kessler

vail hommes-femmes, les attitudes discriminatoires des enseignants et l'absence de débouchés professionnels pour les jeunes filles ayant achevé leurs études. Afin d'éliminer ces obstacles, différentes actions ont été menées: éducation complémentaire, possibilités de formation pour les jeunes filles, amélioration de l'image de soi-même, dépassement des préjugés culturels.

**Pêche:** la Somalie possédant 3 300 kilomètres de côtes, les possibilités de tirer des revenus des produits de la mer sont très nombreuses. Dans de nombreuses zones, y compris à Mogadiscio, l'UNHCR a aidé les rapatriés à gagner leur vie en pêchant et en exploitant d'autres ressources marines.

**Production vivrière:** les exploitations agricoles, irriguées et non irriguées, des régions de Sahil, de Togdheer et

d'Awdal ont bénéficié d'un appui. En conséquence, la production vivrière a augmenté, les services se sont développés et des techniques agricoles modèles ont été adoptées. Quelque 75 familles ayant entrepris des activités d'exploitation à petite échelle ont reçu des outils agricoles. Des fermes modèles ont été ouvertes et des ateliers ont été organisés à l'intention d'agriculteurs provenant des différents villages, de sorte que ceux-ci puissent transmettre leurs connaissances à d'autres paysans. Le centre de recherche et de formation agricole d'Aburin a été réhabilité et des équipements agricoles ont été distribués à la communauté rapatriée de Bulale.

**Santé / nutrition:** l'Institut des sciences de la santé d'Hargeisa a été réhabilité au travers d'un projet conjoint, l'UNHCR et le PNUD se chargeant de remettre

en état la structure matérielle, l'OMS fournissant des équipements médicaux et l'UNICEF offrant les supports pédagogiques. Les travaux de construction et de rénovation de six structures médicales ont été achevés au « Puntland » et au « Somaliland ». Des éléments de mobilier et des ambulances ont été fournis aux hôpitaux de Boroma et d'Erigavo. L'UNHCR a également mené des campagnes de sensibilisation relatives au VIH/SIDA et aux mutilations génitales féminines. À cet effet, des stages de recyclage, consacrés à la prévention du VIH/SIDA et des mutilations génitales, ont été organisés à l'intention de professionnels de la santé, de jeunes, de chefs de communauté et de groupes de femmes. 50 000 brochures d'information et 50 panneaux d'affichage ont été réalisés durant la campagne, qui s'accompagnait également d'émissions à la radio. Enfin, l'UNHCR a appuyé la mise en place de services d'orientation et de dépistage anonyme du VIH/SIDA au profit des réfugiés urbains.

**Services communautaires:** l'UNHCR a mené une action de sensibilisation aux droits de la femme et à l'égalité des sexes, a renforcé le rôle des femmes dans les processus de paix et de réconciliation, et a contribué à l'effort d'éradication des pratiques traditionnelles nuisibles. Le Centre d'éducation pour la paix et le développement de Galkayo, au « Puntland » et différents centres familiaux situés au « Somaliland » ont bénéficié d'un appui. L'UNHCR a organisé des formations et des ateliers sur différents sujets, tels que la sensibilisation des communautés au sort des enfants « vulnérables » au « Somaliland » et le plaidoyer en leur faveur, l'amélioration de l'accès aux services de protection de l'enfance, la mise en œuvre de programmes ciblés sur les besoins spécifiques des adolescents, la sensibilisation des communautés aux effets des mutilations génitales féminines et la promotion des efforts de mobilisation communautaires visant à mettre fin à de telles pratiques.

**Sylviculture:** une pépinière et des rideaux d'arbres brise-vent ont été aménagés afin de lutter contre la dégradation de l'environnement et l'érosion des sols. Des plantations d'arbres ont également été entreprises dans une nouvelle zone de rapatriement, située à Burao.

**Transport / logistique:** des entrepôts ont été loués, sur une base contractuelle, pour stocker des articles non alimentaires en toute sécurité. Un appui logistique a été offert à l'équipe de l'OMS qui assurait la vaccination des rapatriés contre la méningite aux lieux de passage en frontière. Au titre de cette initiative de coopération interorganisations, l'OMS a fourni des médicaments et mis à disposition son personnel, tandis que l'UNHCR se chargeait du transport.

**Vivres:** les rapatriés qui quittaient Djibouti ont reçu des vivres et d'autres articles durant leur voyage.

## Organisation et mise en œuvre

### Gestion

En raison des incidents de sécurité et en l'absence d'un gouvernement central, l'UNHCR a décidé que la délégation de Somalie continuerait d'opérer à partir de Nairobi. La structure de gestion était composée d'une délégation en poste au Kenya, appuyée par des bureaux à Hargeisa, Mogadiscio, Galkayo et Bosasso. L'effectif comprenait 35 collaborateurs nationaux et sept fonctionnaires internationaux, appuyé par quatre VNU.

### Collaboration avec les partenaires

L'UNHCR a poursuivi sa collaboration très active avec différents partenaires, afin de maintenir une gestion efficace. Au nombre des partenaires principaux, citons: l'Équipe des Nations Unies dans le pays, l'Équipe de gestion de la sécurité pour la Somalie, l'Organe de coordination de l'aide à la Somalie, le conseil d'administration des Services aériens communs de l'ONU (UNCAS) pour la Somalie, le Groupe d'intervention humanitaire pour la Somalie, le Groupe de coordination des Nations Unies (UNCU/OCHA), ainsi que cinq ONG internationales et 79 ONG nationales.

Les thèmes de la protection et de la gouvernance ont bénéficié d'une attention particulière, l'UNHCR apportant des contributions spécifiquement liées aux réfugiés et aux rapatriés. Le Plan d'action conjoint des Nations Unies pour le relèvement de la Somalie en 2002-2003 et l'Appel consolidé des Nations Unies pour la Somalie en 2003 témoignent de cette orientation, consistant à accorder la priorité aux domaines relevant de la compétence de l'UNHCR dans un contexte plus large de redressement et de l'action humanitaire.

## Évaluation générale

En 2002, les objectifs principaux que l'UNHCR s'était fixés, au-delà de la protection internationale – rapatriement, réintégration, assistance et solutions durables au sort des réfugiés – ont été atteints dans une grande mesure. En raison de contraintes financières et d'autres problèmes indépendants de la volonté de l'Organisation, le nombre de rapatriés en provenance du Kenya, de Djibouti et du Yémen a été nettement moins important que prévu. Cela étant, le nombre de rapatriements à partir de l'Éthiopie (supérieur à 32 000) n'a été que

légèrement inférieur à l'objectif fixé (35 000 rapatriements). Les activités de réinsertion entreprises dans les principales zones de retour ont été efficaces, dans la mesure où elles ont manifestement amélioré l'accès des rapatriés, des communautés d'accueil et des PDI vivant à proximité aux services essentiels, tout en leur donnant davantage de possibilités d'exercer des activités génératrices de revenus. Néanmoins, tout bien pesé, l'UNHCR et ses partenaires ne sont parvenus à répondre qu'à une partie des besoins les plus pressants lors de leurs interventions.

Du fait des efforts déployés par l'UNHCR pour travailler en étroite liaison avec le Représentant résident des Nations Unies et Coordonnateur humanitaire, l'Équipe des Nations Unies dans le pays, les ONG et les donateurs, les questions de protection et d'intégration sont devenues des parties intégrantes du programme d'assistance de la communauté internationale à la Somalie. Les projets d'intégration relancés à Mogadiscio, à Qorioley (Oorioley) et au « Puntland », ceci à l'issue d'années de semi-inactivité de la part de l'Organisation, ont été très appréciés et ont produit des résultats bien supérieurs aux attentes. Le dispositif de suivi systématique et amélioré des rapatriés mis en place en 2002 – dans une approche fondée sur les droits – a considérablement facilité la planification et l'exécution du programme. Les informations procurées par ce dispositif sont actuellement communiquées aux organisations partenaires.

Pendant une grande partie de l'année, les réfugiés installés dans des agglomérations du « Somaliland » n'ont pu bénéficier d'une assistance adéquate, faute de fonds. Si l'on veut que le programme réponde aux normes internationales, il conviendra de le renforcer dans une approche axée sur la mise en œuvre pleine et entière de l'Agenda pour la protection.

De par sa forte implication dans le processus de paix en sa qualité de membre de l'Équipe des Nations Unies dans le pays, l'UNHCR a eu une excellente occasion pour promouvoir les principes humanitaires, y compris le droit des réfugiés à regagner leur pays et à bénéficier d'un niveau de vie acceptable.

Stratégie de retrait: les prévisions de l'Organisation quant au rythme des rapatriements (en particulier à partir de Djibouti et de l'Éthiopie), empreintes d'un optimisme prudent, font état de quelque 44 000 rapatriements au « Somaliland » en 2003. L'UNHCR rapatriera les réfugiés restants en 2003, puis la population résiduelle en 2004. En conséquence, l'assistance à la réintégration au « Somaliland » devrait s'achever au terme de l'année 2005. L'engagement accru d'autres

acteurs dans le processus d'intégration et de transition entrera pour beaucoup dans les évolutions à venir. La stratégie de retrait de l'UNHCR dépend donc de la détermination des autres organisations à répondre aux besoins de la Somalie de la manière la plus complète qui soit.

Bien que les problèmes financiers s'opposent toujours à l'organisation de mouvements de rapatriements plus massifs au « Puntland », l'UNHCR entend mettre en œuvre, ultérieurement, une stratégie identique à celle qui a été décrite plus haut pour le « Somaliland ». L'Organisation devra toutefois maintenir une présence pour assurer une protection internationale aux personnes relevant de sa compétence.

Les perspectives de paix et de sécurité au Somalie centrale et du sud dans un avenir proche semblent hélas trop incertaines pour que l'UNHCR puisse songer à établir le calendrier d'une stratégie de retrait, accompagnée d'opérations de rapatriement et de réintégration. Les réfugiés ne pourront regagner le pays en nombre et l'Organisation ne pourra entreprendre d'assurer la protection internationale des demandeurs d'asile et des réfugiés dans ces zones que si certaines conditions élémentaires, sur le plan de l'administration et de la sécurité, sont satisfaites. Avec des efforts prolongés et vitaux de constitution de capacités, destinés aux administrations locales, et grâce à la participation pleine et entière de tous les acteurs concernés, des possibilités de retrait se présenteront progressivement.

## Bureaux

Nairobi (Kenya)
Bosasso
Galkayo
Hargeisa
Mogadiscio

## Partenaires

### Organismes gouvernementaux

Ministères compétents pour les activités entreprises au titre du programme

Ministère de la Diaspora et des Affaires de réfugiés (Somalie du Sud)

Ministère de l'Intérieur (« Somaliland »)

Ministère de la Planification et de la Coopération internationale (« Puntland »)

Ministère de la Réinstallation, de la Réhabilitation et de la Reconstruction (« Somaliland »)

Commission nationale pour les réfugiés (Somalie du Sud)

>>>

&gt;&gt;&gt;

## ONG

Africa 70  
 Agriculture Development Organisation  
 Al-Falah  
 Alkowneyn Women Voluntary Organisation  
 Al-Nasar  
 Al-Rahman Charity Organisation  
 AMAL  
 Amal Women Group  
 Association de réhabilitation d'Awdal  
 Association de réhabilitation et de développement d'Awdal  
 Association des techniciens du nord-ouest  
 Awdal Women's Development Association  
 Bani'Adam  
 Bargal Community Organisation  
 Barwaqo  
 Buurdhaab Voluntary Organisation  
 Candlelight for Health and Education  
 Cattle Hides in Development Association  
 Comité d'appui technique de l'Université d'Amoud  
 Comité international de secours  
 Community Concern Somalia  
 Conseil norvégien pour les réfugiés  
 Consortium « Somaliland » Non-Governmental Organisation  
 Cooperazione Internazionale  
 Daldhis Rehabilitation and Development Association  
 Daryeel Humanitarian Integration Society  
 Deen Rehabilitation and Construction Association  
 Delta Construction and Development  
 Development and Relief Organisation  
 Galkayo Education Centre for Peace and Development  
 Global Construction Company  
 Goles Establishment  
 Hanad Social Rehabilitation and Development Association  
 Health, Education and Agro-Pastoral Liaison  
 Help  
 Hodan Rehabilitation and Reconstruction Organisation  
 Horn of Africa International Group  
 Iftin Relief and Development Organisation  
 Kalmo « Somaliland » Voluntary Organisation  
 Khayr Development Organisation  
 Kheyre Community Welfare Association  
 Liban Fish Association  
 Liban Relief and Rehabilitation Organisation  
 Liibaan Development Organisation  
 Livestock Development Association  
 Lughaya Reconstruction and Development Organisation  
 Marine Resources Development Organisation  
 Municipalité d'Hargeisa  
 National Building Construction  
 Natural Resources Development Organisation

&gt;&gt;&gt;

&gt;&gt;&gt;

Norwegian Peoples Aid  
 Oog Construction and Rehabilitation Organisation  
 OXFAM  
 Red Sea Action  
 Rural Agriculture Development Organisation  
 Rural and Urban Community Concern  
 Saabuul  
 Sanaag Women Association  
 Save Somali Women and Children  
 Save the Children (USA)  
 Self Invention Voluntary Organisation  
 Services techniques et de construction d'Awdal  
 Shilale Rehabilitation and Ecological Concern  
 Shire Construction Company  
 Social Awareness and Development Operations  
 Social Services Development Organisation  
 Social Services Voluntary Organisation  
 Société des eaux d'Hargeisa  
 Somali Development Organisations  
 Somali Welfare Society  
 Somali Women Concern  
 « Somaliland » Community Development Organisation  
 « Somaliland » Community Duty Development Association  
 « Somaliland » Najah Women Organisation  
 « Somaliland » Rehabilitation and Development Organisation  
 « Somaliland » Relief Organisation  
 Sool for Rural and Environment Development  
 TAYASIR  
 United Somali Professional Organisation  
 Voluntary Community Concern Service Organisation  
 Waab Technical Development Foundation  
 Waberi Construction and Development Organisation  
 Welfare Project Society

## Autres

BSP/ONU  
 Commission européenne  
 Conseil danois pour les réfugiés  
 ECHO  
 FAO  
 Gothenburg Initiative  
 Groupe d'analyse de la sécurité alimentaire  
 Halo Trust  
 OCHA  
 OIM  
 OMS  
 Organe de coordination de l'aide à la Somalie  
 PAM  
 PNUD  
 UNESCO-PEER  
 UNICEF  
 UNIFEM

## Rapport financier (dollars E.-U.)

Ventilation des dépenses	Budget-programme annuel			
	Projets de l'année en cours	notes	Projets des années précédentes	notes
Protection, suivi et coordination	2 625 017		25 724	
Activités génératrices de revenus	56 867		120 590	
Appui opérationnel (aux partenaires)	301 811		342 020	
Assainissement	73 812		2 932	
Assistance juridique	305		0	
Besoins domestiques	53 210		0	
Bétail	53 190		50 601	
Eau	326 704		174 584	
Education	587 571		83 597	
Pêche	20 499		0	
Production vivrière	190 347		44 036	
Santé / Nutrition	184 719		221 814	
Services communautaires	189 147		31 526	
Sylviculture	19 451		7 418	
Transport / Logistique	190 461		37 966	
Vivres	1 084		0	
Versements aux partenaires d'exécution	1 053 597		(816 411)	
<b>Sous-total opérationnel</b>	<b>5 927 792</b>		<b>326 396</b>	
Appui au programme	178 299		0	
<b>Sous-total décaissements / livraisons</b>	<b>6 106 091</b>	<b>(3)</b>	<b>326 396</b>	<b>(5)</b>
Engagements non liquidés	1 147 765	(3)	0	(5)
<b>Total</b>	<b>7 253 856</b>	<b>(1) (3)</b>	<b>326 396</b>	
<b>Versements aux partenaires d'exécution</b>				
Paiements effectués	2 125 621		557 814	
Reports reçus	1 072 024		1 374 225	
<b>Solde</b>	<b>1 053 597</b>		<b>(816 411)</b>	
Dû au 1er janvier	0		926 957	
Remboursés à l'UNHCR	0		49 130	
Ajustement des monnaies	0		0	
<b>Dû au 31 décembre</b>	<b>1 053 597</b>		<b>61 416</b>	
<b>Engagements non liquidés</b>				
Dû au 1er janvier	0		457 624	(5)
Engagements nouveaux	7 253 856	(1)	0	
Décaissements	6 106 091	(3)	326 396	(5)
Annulations	0		131 228	(5)
<b>Dû au 31 décembre</b>	<b>1 147 765</b>	<b>(3)</b>	<b>0</b>	<b>(5)</b>
Chiffres renvoyant aux comptes officiels:				
(1) Annexe à l'Etat 1				
(3) Liste 3				
(5) Liste 5				